

Gado, Otto, éd., *Reform of the Economic Mechanism in Hungary – Development 1968-71*, Akadémiai Kiado, Budapest, 1972, 313 p.

H. R. C. Wright

Volume 4, numéro 3, 1973

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700343ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700343ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Wright, H. R. C. (1973). Compte rendu de [Gado, Otto, éd., *Reform of the Economic Mechanism in Hungary – Development 1968-71*, Akadémiai Kiado, Budapest, 1972, 313 p.] *Études internationales*, 4(3), 382–383.
<https://doi.org/10.7202/700343ar>

derne du *white man's burden*. Il souligne que le Rapport Pearson ne considère en rien l'expérience des pays socialistes. Pour lui, la donnée la plus importante des relations entre pays développés et sous-développés est le néo-colonialisme dans lequel l'aide joue un rôle d'exploitation au même niveau que le commerce international et l'investissement privé étranger. Pour prouver sa thèse, il fait une analyse comparée entre l'Inde et la Chine populaire. Son collègue Keith Griffin présente un argument semblable. Il caractérise les États-Unis comme le plus grand pays donateur, la plus grande source d'investissements privés et le pays avec le plus grand nombre de soldats en dehors de ses frontières. Robert McNamara, président de la Banque mondiale, fut le symbole de ce système impérialiste, étant précédemment secrétaire à la Défense et président de la compagnie Ford Motors. Michael Lipton accepte cette analyse de Byres, mais il se demande qu'est-ce qu'il arriverait aux pays sous-développés si l'on arrêta l'aide, mais ne touche pas les autres phénomènes d'exploitation. La dernière étude par Paul Streeten répète quelques thèmes soulevés par les auteurs précédents et ne mérite pas un examen.

Ceux qui n'ont pas une connaissance professionnelle de l'économie de développement trouveront ce volume difficile à lire. Mais s'ils s'appliquent soigneusement, ils profiteront beaucoup d'un ouvrage qui souligne, sous plusieurs perspectives, les complexités de l'aide étrangère dans les relations internationales contemporaines. Les seuls critiques à mentionner sont que les articles sont plus théoriques qu'empiriques, les auteurs sont d'origines moins diverses que les auteurs du Rapport Pearson et le livre manque d'une conclusion valable.

Thomas Allen LEVY

*Centre for Foreign Policy Studies,
Department of Political Science
Dalhousie University,
Halifax, Nova Scotia*

GADO, Otto, éd., *Reform of the Economic Mechanism in Hungary - Development 1968-71*, Akadémiai Kiado, Budapest, 1972, 313p.

Les auteurs présupposent une connaissance des principes de la réforme économique qui entra en vigueur en Hongrie le 1^{er} janvier 1968. C'était le sujet d'un livre édité par Istvan FRISS (*Reform of the Economic Mechanism in Hungary*, Akadémiai Kiado, 1969) auquel les douze études assemblées par Otto Gado font suite.

Depuis 1968, en Hongrie, le plan national ne détermine que les tâches du gouvernement et des organes centraux et ne contient que les décisions exécutoires par l'action ou la commande directe du gouvernement. Cet aspect central de la planification reste important mais ne figure pas entre les sujets traités dans ce volume.

Les décisions décentralisées sont prises dans le marché. En partie, elles sont régies par les forces spontanées du marché, c'est-à-dire par la concurrence, mais en plus grande partie, par les leviers économiques du gouvernement qui assurent l'accord des intérêts des entreprises avec les intérêts planifiés de l'économie nationale. Ces leviers font le sujet de ce volume. Chaque auteur est spécialiste, par expertise académique ou bureaucratique, d'un aspect de la politique économique : les prix, les salaires, l'allocation des bénéfices des entreprises, le crédit, le commerce extérieur, l'investissement, l'innovation technique.

La Hongrie est un petit pays que la nature a mal partagé. Elle doit alors rechercher tous les avantages possibles de la spécialisation internationale. Cependant ceux qui ont la responsabilité de préparer et d'effectuer un plan quelconque désirent naturellement le contrôle des facteurs susceptibles d'influer sur son succès, et penchent vers l'autarcie. Par ailleurs, le remplacement des articles d'importation leur paraît plus sûr que l'accroissement de l'exportation pour régler le bilan des paiements externes. Donc on a compris très bien en Hongrie, en 1968, que la réforme du commerce extérieur serait difficile à accomplir et à maintenir. En 1971, les résultats étaient encourageants. La restriction du crédit avait limité l'expansion du marché domestique et les entreprises avaient fait usage de leur liberté nouvelle pour l'exploration des marchés extérieurs. L'importation n'avait pas augmenté autant qu'on avait prévu. Les Hongrois désiraient les biens étrangers, mais les entreprises importatrices ne suivaient que timidement les courants du marché contre

les intérêts apparents du pays, même quand les licences d'importation étaient faciles à se procurer.

On souhaitait en 1968 une influence bienfaisante du commerce extérieur sur l'efficacité de l'économie domestique, mais cette influence était contrecarrée par la déraison qui persistait dans l'économie hongroise en dépit de la réforme.

La réforme a eu très peu d'effet sur les prix de détail, parce que de tels changements auraient créé des difficultés administratives et peut-être politiques. La réforme des prix des biens productifs et des produits à façonner, par contre, a procédé selon l'idée marxiste du prix de production, par truchement de la fixation décentralisée des prix et, lentement, du développement des forces spontanées du marché. Les prix de détail avaient peu de rapport aux prix de production, et tous les deux aux prix internationaux. En conséquence, on basait le taux d'échange pour les touristes étrangers sur le niveau des prix de détail, en fixant un autre taux, basé sur le niveau des prix de production, pour le commerce extérieur. Le décalage entre la structure des prix de production internes et celle des prix internationaux a nécessité un système de subsides pour l'exportation. Un tel système empêche que l'entrée des entreprises exportatrices hongroises dans la concurrence internationale puisse influencer, comme on a souhaité, sur l'efficacité et la structure de l'économie hongroise.

Les auteurs comprennent très bien qu'une augmentation de la consommation par rapport à l'investissement peut augmenter la croissance économique en stimulant les efforts humains. Une consommation augmentée doit augmenter les choix des consommateurs et la concurrence entre les entreprises productrices.

La décentralisation améliorera l'efficacité économique si les entreprises subissent la discipline des forces spontanées du marché non moins que l'opération des leviers gouvernementaux. Le marché n'impose pas cette discipline salutaire, dit M. Gado (p. 20), sans que la situation du vendeur et de l'acheteur soit du moins égale ou que celle de l'acheteur soit supérieure. La planification pour un marché des acheteurs signifie un relâchement de la planification tendue. C'est exiger beaucoup de la part des planificateurs ! La planification tendue semble, en éliminant du gaspillage, offrir l'avantage le plus

manifeste du système socialiste de la production face au régime du laisser-faire. Pour les auteurs, les défauts de l'économie hongroise en 1971 étaient à corriger par un effort soutenu vers la pleine réalisation de la réforme de 1968. Espérons que ça sera fait avant que la politique soit changée !

H. R. C. WRIGHT

Économique,
Université McGill.

✓ SIMONNOT, Philippe, *L'avenir du système monétaire* (Toujours plus d'inflation pour toujours plus de chômage : la crise vient de là. Peut-on s'en sortir ?), Robert Laffont, Paris 1972, 292p.

Philippe Simonnot, économiste par sa formation et journaliste pour *Le Monde*, est particulièrement bien préparé pour traiter de la crise monétaire internationale de 1971. Pour lui, cette crise fut également une crise de l'autonomie nationale face à l'interdépendance croissante des économies du monde capitaliste.

Ce livre demeure encore d'actualité, si l'on songe que l'année 1973 fut marquée à nouveau par des réajustements dans le système monétaire.

Comme l'indique très bien le sous-titre de ce livre, la crise monétaire n'est que le reflet d'un problème plus profond : toujours plus d'inflation pour toujours plus de chômage ou, ce qui revient au même, une surproduction chez les déshérités ; d'un côté, le déplacement de milliards de dollars à la recherche de profits, de l'autre, le déplacement de millions d'hommes à la recherche de pain et de dignité.

Dans son chapitre d'introduction, « Les fondements du nouveau système », l'auteur écrit que « les seules questions qui méritent d'être posées sont : Pourquoi a-t-on changé de régime ? Le nouveau régime est-il en mesure de régler mieux que l'ancien à la fois les problèmes de la richesse et les problèmes de la pauvreté ? (p. 11). Le premier chapitre, « La vertu et la nécessité », traite de la décision de Nixon du 15 août 1971 de suspendre temporairement la convertibilité du dollar en or : « De l'affaiblissement du dollar, il a tiré une position de force et a galvanisé l'opinion américaine sur le triple thème de